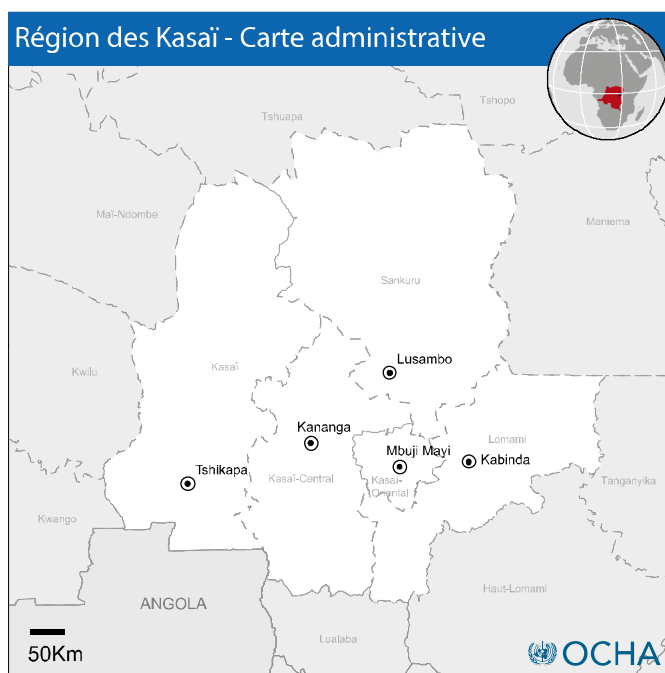




Ce rapport a été produit par OCHA RD-Congo en collaboration avec les partenaires au Kasai, Kasai Central et au Kasai Oriental. Il couvre la période du 28 avril (date suivant la parution du Sitrep n°4) au 5 mai 2017. Le prochain rapport sera publié autour du 12 mai 2017.

## Faits saillants

- L'urgence humanitaire prend de l'ampleur en raison de la persistance des violences et de la complexification des dynamiques de conflits : entre milices et Forces Armées de la RD-Congo (FARDC), entre milices et groupes d'autodéfense, entre factions rivales de miliciens, ou encore violences intercommunautaires.
- Plus de 100 000 nouvelles personnes déplacées internes (PDI) ont été rapportées au cours de la semaine écoulée, portant à 1,27 million le nombre total de PDI dans la région des Kasai. Soit une augmentation de 23 pour cent du nombre de PDI en moins d'un mois, et une moyenne de 8 000 nouvelles PDI par jour.
- De graves violences sont perpétrées contre les populations civiles, victimes notamment de tueries, de pillages et d'incendies. Le 27 avril, huit villages ont été incendiés dans l'aire de santé de Mobela (Province du Kasai), notamment 200 habitations et un centre de santé qui a aussi été pillé.
- Face aux contraintes d'accès récurrentes, la communauté humanitaire mène un plaidoyer auprès des autorités et des communautés à partir de Kananga (siège opérationnel de la réponse), afin d'apporter une assistance plus rapide aux populations dans le besoin.



Source: OCHA DRC  
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

1,27 M Personnes Déplacées Internes <sup>1</sup>	140 404 Retournés <sup>2</sup>	130 000 Membres des communautés hôtes/ familles <sup>3</sup>	352 000 Personnes couvertes par l'assistance d'urgence en cours <sup>4</sup>	11 051 Congolais ayant fui vers l'Angola <sup>5</sup>	8 414 Congolais expulsés de l'Angola <sup>6</sup>
--	-----------------------------------	---	--	---	---

Source : voir note de fin en page 6.<sup>i</sup>

1 Dans le contexte volatile de l'urgence complexe dans les Kasai, les mouvements de populations sont actuellement dynamiques et complexes (avec parfois déplacements pendulaires, préventifs ou multiples). Ceci rend la distinction entre personnes déplacées et retournées présentement difficile à faire dans les provinces du Kasai Central, du Kasai et de la Lomami.

2 Le nombre de retournés vaut uniquement pour les provinces du Kasai Oriental et de la Lomami où l'accalmie rapportée dans certaines zones a permis aux déplacés internes de rentrer dans leurs zones d'origine.

3 Ce nombre des membres des communautés hôtes/familles se réfère exclusivement aux zones qui ont bénéficié d'une évaluation des besoins.

4 Ces personnes bénéficient d'une assistance d'urgence dans un ou plusieurs secteurs pendant au moins les deux prochains mois. Le nombre de personnes couvertes par la réponse est estimé de manière conservatrice afin d'éviter les doubles comptages, selon la méthode utilisée dans le Plan de réponse humanitaire 2017-2019.

5 Source : UNHCR

6 Source : Rapports de monitoring de l'ONG AJID de janvier, février et mars 2017

Pour plus d'informations, voir "contexte de la crise" à la fin de ce rapport

[www.unocha.org](http://www.unocha.org)

La mission du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) est de mobiliser et de coordonner une action humanitaire efficace dans le respect des principes humanitaires en partenariat avec les acteurs locaux et nationaux.

La coordination sauve des vies

## Aperçu de la situation

L'urgence humanitaire dans la région des Kasai continue de prendre de l'ampleur en raison de la persistance des violences et de la complexification des dynamiques de conflits dans la zone : affrontements entre milices et FARDC, entre milices et groupes d'autodéfense, entre factions rivales de miliciens, ou encore tensions intercommunautaires. A l'heure actuelle, les violences se concentrent principalement dans le triangle Cijiba (Miabi, Kasai Oriental) – Dibaya (Kasai Central) – Kamiji (Lomami), où les milices sont les plus actives. Dans la Province du Kasai, la localité de Kamako (à 100 kilomètres au sud de Tshikapa), est repassée sous contrôle des FARDC depuis le 1<sup>er</sup> mai suite à des combats contre la milice. Des combats ont aussi été rapportés fin avril autour de Kamonia (à 75km de Tshikapa).

Pour survivre, les populations continuent à fuir les violences, avec plus de 100 000 nouvelles personnes déplacées internes (PDI) rapportées au cours de la semaine écoulée. Ceci porte à 1,27 million le nombre total de PDI dans la région des Kasai. Ces nouveaux chiffres sont répartis comme suit : Lomami (+70 672 nouvelles personnes déplacées rapportées)<sup>7</sup>; Kasai Oriental (+16 280)<sup>8</sup>; Sankuru (+14 029)<sup>9</sup> et Kasai Central (+530)<sup>10</sup>. Ces chiffres ne correspondent pas aux déplacements survenus au cours de la semaine passée mais plutôt à une mise à jour sur des déplacements antérieurs sur la base de nouvelles informations disponibles. Il faut aussi souligner que dans la Province de la Lomami, quelque 43 320 personnes déplacées sont retournées dans la zone de santé de Wikong (Territoire de Luilu, Province de la Lomami) en date du 3 mai 2017. Ces mouvements de retour ont fait passer le nombre total de retournés dans la région des Kasai à 140 404 (contre 97 084 rapportés dans le Sitrep No 4).

Personnes déplacées internes dans la région des Kasai  
(12 avril au 05 mai 2017)



Les affrontements réguliers entraînent de graves violences contre les populations civiles (morts, pillages et incendies des habitations et infrastructures, etc.). Dans la Province du Kasai Central (Territoire de Kazumba), huit villages situés dans l'aire de santé de Mombela ont été incendiés le 27 avril suite à un affrontement entre deux factions rivales de miliciens. Quelque 200 habitations ont été brûlées, le centre de santé a été pillé et brûlé, les villages se sont vidés de leur population (chiffres pas encore disponibles). Egalement le 27 avril, dans la Province de la Lomami (Territoire de Kamiji) un chef coutumier aurait été tué et trois autres enlevés et emmenés vers le Kasai Central (Territoire de Dibaya).

Le village du chef coutumier tué (Ngomba) a ensuite été incendié.

Les tensions intercommunautaires qui se greffent au conflit armé entraînent de graves incidents de protection et un climat de terreur. Entre le 13 et 25 avril derniers, au moins 38 personnes essentiellement issues de l'ethnie Lulua (dont 8 femmes et 8 enfants) auraient été tuées par des jeunes Tshokwe (autochtones) armés de fusils de chasse et de machettes, dans diverses localités proches de la ville de Tshikapa (dans un rayon de 6 à 85 km), Province du Kasai (Territoire de Kamonia). Dans la ville de Tshikapa même, une partie de la population d'ethnie Luba est restée dans les rues de la ville dans la nuit du 27 au 28 avril, craignant d'être attaquée par les jeunes autochtones (appartenant aux ethnies Tshokwe et Pende) qui auraient reçu des machettes et la consigne de brûler leurs maisons. Par ailleurs, le 1<sup>er</sup> mai à une heure du matin dans la cité/ localité de Kamako (Territoire de Kamonia), les milices auraient contraint la population à organiser une marche contre le régime en place, qui s'est soldée par l'incendie des étales dans plusieurs rues de la ville. Par ailleurs, entre les 24 et 30 avril derniers, quelque 662 personnes déplacées arrivées par vague et hébergées dans une école primaire de Mwene-Ditu (Territoire de Luilu) dans la Province de la Lomami ont été priées par les autorités de retourner dans leurs localités d'origine. Ces déplacés avaient déjà été refoulés de 15 localités environnantes en raison de leur appartenance ethnique (Bindi, Kete, Luba ou Lulua) dans cette zone où la population autochtone est d'ethnie Kanyok.

<sup>7</sup> Mise à jour avec la prise en compte des évaluations des autorités locales et la vérification des informations avec les acteurs de terrain. Ce chiffre cache une réalité plus complexe : les nouvelles informations disponibles ont fait passer le nombre de PDI de 17 768 personnes (rapportés dans le Sitrep No 4) à 131 760 personnes, dont 43 320 sont retournées dans la zone de santé de Wikong (territoire de Luilu) au 3 mai 2017.

<sup>8</sup> La milice a attaqué des positions des FARDC dans le secteur de Mpemba à 45 km de Kabeya Kamuanga. Plus de 17 villages ont été affectés par ces attaques entraînant le déplacement de plus de 16 000 personnes entre le 10 et 12/04.

<sup>9</sup> Mise à jour avec la prise en compte des évaluations des autorités locales et la vérification des informations des acteurs de terrain.

<sup>10</sup> Update chiffre PDIs suite au conflit entre la population et les miliciens à Kamato dans la zone de santé de Luiza.

**Une dégradation de la situation humanitaire reste à craindre en raison de la volatilité du contexte sécuritaire. En effet, les affrontements se poursuivent malgré l'appel à la paix qui avait été lancé le 22 avril 2017 par le nouveau chef Kamuina Nsapu.** Celui-ci avait demandé l'arrêt immédiat des violences perpétrées au nom de son défunt prédécesseur. Selon des sources fiables, une réorganisation des milices serait en cours dans certains territoires face au déploiement des FARDC sur le terrain. Des mouvements inter provinciaux des milices ont été rapportés, exacerbant les risques d'affrontements avec les militaires.

## Financement

Suite à l'Appel Eclair (*Flash Appeal*) lancé le 25 avril dernier, plusieurs bailleurs de fonds ont annoncé leur intention de verser un financement. Cependant, les annonces faites sont loin de couvrir l'ensemble des besoins. Pour rappel, le montant total requis est de 65 millions de dollars américains pour l'assistance à 731 000 personnes affectées au cours des six prochains mois.

Le Directeur Général de Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mis à disposition 100 000 dollars américains pour démarrer les activités. L'OIM est en phase de définition des zones et activités prioritaires. OCHA confirme sa disponibilité à donner un cadre d'orientation au niveau régional.

Dans la Province du Sankuru, un appel à l'aide d'urgence a été lancé par le Gouvernement provincial, afin d'apporter une assistance aux populations déplacées à Bakua Mbumba à 60 km de Lusambo depuis mars. Les priorités identifiées dans le document de projet sont notamment : le retour des PDI dans leurs villages d'origine ; la paix dans tous les villages ciblés ; la construction et l'équipement de huit centres de santé et écoles et la construction de 352 maisons.

## Réponse humanitaire

Les acteurs humanitaires poursuivent l'assistance dans les divers secteurs et concentrent leurs efforts pour accélérer la mise en œuvre des projets jusque-là retardés par diverses contraintes d'accès. En effet, de multiples entraves à l'accès humanitaire ont été rapportées dernièrement.

Dans la Province du Kasai Central, une mission du cluster protection national prévue à Kananga a été reportée sur demande des autorités. Le 28 avril dernier, toujours à Kananga, dans la commune de Nganza, une mission de suivi du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) s'est vu refuser l'accès par les forces militaires. De plus, dans la zone de Kamwasha, le début des interventions en EHA/Nutrition est retardé car la présence des militaires empêche le retour des populations vers les aires de santé ciblées.

Dans la Province du Kasai Oriental, ces sont les activités de sécurité alimentaire qui sont ralenties. Les kits maraîchers et vivriers restent à Mbuji-Mayi en attendant que la situation se stabilise dans la zone pour pouvoir acheminer et démarrer la distribution à Tshimbulu. La situation sécuritaire est également instable dans le secteur de Pemba, ce qui rend difficile le lancement des activités dans l'aire de santé de Tshintshianku.

Dans la Province du Kasai, la réunion du Comité Provincial Inter Agences (CPIA) du 28 avril a dû être reportée pour des raisons sécuritaires. Une mission conjointe (ADRA, Caritas, OCHA, MONUSCO, UNICEF) a été organisée à Tshikapa le 2 mai. Les objectifs étaient les suivants: actualiser les informations sécuritaires et humanitaires sur la Province du Kasai; suivre et redynamiser les activités de protection mises en œuvre par Caritas dans le cadre de ses projets sur financement du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF); et mener un plaidoyer auprès des autorités provinciales en faveur de l'accès des partenaires humanitaires dans les zones ciblées par les projets CERF.



### Abri d'urgence/ Articles Ménagers Essentiels (AME)

- Aucune information sur des activités au cours de la semaine écoulée.

**382 875**

Personnes ciblées par l'assistance en AME



### Eau, hygiène et assainissement (EHA)

- **Kasai Central** : Aucune évolution dans la mise en œuvre de la réponse des projets CERF, du fait de l'accès difficile aux zones ciblées à Kamwasha.
- **Kasai Oriental** : Depuis le 15 avril 2017, un projet *WASH in Nutrition* est mis en œuvre par UNICEF et APEDE. En ce qui concerne la nutrition, 1 858 enfants seront

**283 732**

Personnes ciblées par l'assistance en EHA

traités pendant 5 mois dans la zone de santé de Cilundu (4 aires de santé) et de Miabi (3 aires). Pour ce qui est de l'EHA, plusieurs activités sont prévues : accès à l'eau, construction de latrines, sensibilisation pour changement de comportement.

## Education

- **Kasai** : Caritas a distribué des fournitures scolaires à 2000 élèves dans les sous-divisions de Kamonia et Tshikapa (financé par le CERF).
- **Kasai Central** : Le 27 avril, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) a procédé à l'acheminement par voie aérienne des épreuves et du matériel nécessaire à l'organisation de la première partie de l'examen d'état du 2 mai dans 8 divisions éducationnelles. Cette réponse a fait suite à une requête de la Division Provinciale de l'Education face aux risques qui pesaient sur l'organisation des examens, en raison des contraintes sécuritaires liées à l'accès à ces divisions par voie routière. Au total, les examens n'ont pas pu se dérouler dans 15 des 72 centres que compte la province, du fait de la menace des miliciens. Les 15 centres se répartissent comme suit: sous-division de Kazumba centre (4 centres), Kazumba nord (2 centres), Luiza 1 (5 centres), Luiza 2 (4 centres). Le nombre d'élèves concernés n'est pas connu à ce stade. Par ailleurs, six inspecteurs chargés de convoier les épreuves de dissertation vers les Centres des examens en Territoire de Kazumba ont été victimes d'agression physique par des miliciens.
- **Kasai Oriental** : Quelque 1 500 enfants bénéficient de cours de rattrapage mis en œuvre par l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) CAAP TSHIDITEKEYE, UNICEF et le Ministère de l'Education (projet éducation-protection financé par le CERF pour une durée de 5 mois).

### 41 964

enfants ciblés par l'éducation d'urgence

## Nutrition

- **Kasai Central** : La formation des relais communautaire a débuté à Kalunda (financée par le CERF).
- **Kasai Oriental** : La situation nutritionnelle dans la zone de santé de Kabeya Kamuanga est alarmante avec un taux de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) supérieur à 10%, alors que seules 8 des 17 aires de santé sont couvertes par l'assistance. Dans la zone de santé de Cilundu, quatre aires de santé couvertes par les projets financés par le CERF, mais onze autres ne le sont pas alors qu'elles ont des taux de MAS supérieur au seuil d'urgence. La situation de la zone de santé de Miabi n'est pas connue faute d'évaluation.

### 4 513

enfants sévèrement malnutris ciblés pour une prise en charge nutritionnelle

## Santé

- **Kasai Central** : A Dibaya, quelque 11 914 nouvelles consultations (sur 15 000 attendues) ont été réalisées par Caritas, de février à avril 2017 (financées par UNICEF). UNICEF a réceptionné les médicaments anti paludéens qui seront distribués dans les structures sanitaires de la ville de Kananga. Il s'agit de neuf kits supplémentaires MALARIA, un kit *Midwifery*, 2,6 millions de comprimés de Paracetamol, et du zinc (sur financement UNICEF).
- **Kasai Oriental** : L'OMS et ADRA ont réceptionné les kits médicaux dans le cadre du projet CERF dont la mise en œuvre a démarré la semaine du 1<sup>er</sup> mai, après harmonisation des aires de santé à couvrir avec UNICEF, *Save The Children* et la Division Provinciale de la Santé. Les 15 aires de santé ciblées par le projet se trouvent dans les zones de santé de Cilundu, Kabeya Kamuanga et Miabi. L'ONG *Save The Children* a fait venir un kit d'urgence en santé de Goma (Province du Nord-Kivu) et envisage une réponse dans les zones de Kabeya Kamuanga et Miabi. L'UNICEF met en place un projet pour la prise en charge gratuite pendant trois mois dans sept aires de santé (sur fonds propres).

### 371 971

Personnes ciblées par l'assistance en santé

**Sankuru** : D'importants gaps sont signalés en médicaments dans le centre de santé de Sankuru en raison du manque d'approvisionnement par la route liés à des contraintes sécuritaires.





## Sécurité alimentaire

- **Kasaï** : Les intrants pour Tshikapa ont été réceptionnés par la FAO (sur financement CERF). Il s'agit de 6 821 houes, 880 arrosoirs, 900 râteaux, 6,55 tonnes des semences de maïs, 1 250 kg des semences de niébé et d'une tonne de semences de soja.
- **Kasaï Central** : Dans la zone de santé de Dibaya, 250 ménages sur 1 708 ont bénéficié de kits maraîchers de la FAO (financés par le CERF). Avant d'être acheminés et distribués dans la zone de santé de Dibaya lorsque la situation se sera stabilisée, les kits pour Tshimbulu sont positionnés à Mbuji-Mayi.
- **Kasaï Oriental** : Des kits vivriers et maraîchers ont été positionnés par la FAO dans les sites de Ciaciacia, Kabeya Kamuanga et Matadi en vue d'être distribués à 2 200 ménages durant la semaine du 1<sup>er</sup> mai, dans le cadre d'un projet financé par la Belgique (financement antérieur à la crise). Par ailleurs dans le cadre de ses projets financés par le CERF, la FAO a procédé au transfert d'outils de Goma vers Mbuji-Mayi le 27 avril, pour distribution à 1 708 ménages dans le territoire de Kabeya Kamuanga.

**330 354**

Personnes ciblées par l'assistance en sécurité alimentaire

Les projets en cours dans le Kasai Oriental et le Kasai Central ne permettent pas de couvrir l'ensemble des besoins dans la zone. Des évaluations sont en cours pour mener une identification précise des gaps.



## Protection

- **Kasaï Central** : A Dibaya, quelque 6 488 personnes sur les 10 000 ciblées ont été sensibilisées par Caritas aux conséquences désastreuses de l'utilisation d'enfants dans les conflits (sur un total de 10 000 personnes ciblées - soit 65% de la cible). De plus, deux enfants non accompagnés (ENA) et leurs familles ont été réunis par Caritas, portant le nombre total de familles réunies à 28. Les recherches actives se poursuivent pour réunir 42 ENA restants. Depuis le 15 avril, 51 enfants ex-miliciens sont pris en charge par le Bureau National Catholique de l'Enfant, avec l'appui d'UNICEF. Dans la ville de Kananga, Parmi eux, cinq enfants ont déjà été remis à leurs familles, après une assurance préalable concernant leur sécurité. La durée de séjour des enfants dans ce centre sera de 15 jours à 3 mois.
- **Kasaï Oriental** : Diverses activités sont en cours, notamment l'encadrement des ENA, l'enregistrement à la naissance et la lutte contre la violence faite à l'enfant. Quelque 2 390 enfants sont pris en charge pour une durée de 5 mois par l'ONG CAAP TSHIDITEKEYE, UNICEF et le Ministère de l'Education (projets éducation-protection financés par le CERF).

**408 047**

Personnes ciblées par l'assistance en protection



## Logistique

- Une mission du cluster logistique national est en cours à Kananga (Province du Kasai Central) du 27 avril au 12 mai 2017. L'objectif est d'évaluer les besoins logistiques des partenaires afin de proposer des solutions permettant d'accélérer la réponse dans le Kasai Central. La mission prévoit également la mise en place d'un groupe de travail logistique et collectera également des données pour la mise à jour de la cartographie des contraintes et capacités d'accès dans cette zone.



## Assistance monétaire multisectorielle

- **Kasaï Oriental** : Des distributions de cash multisectoriel ont débuté pour 8 000 bénéficiaires (sur 11 000 prévus) dans le Territoire de Kabeya Kamuanga (projet ARCC3 UNICEF/ *Catholic Relief Services* sur fonds CERF). A Dikundi, l'activité a été retardée en raison de contraintes d'accès physique, mais un pont a été réhabilité et les sensibilisations sont en cours pour préparer les distributions.
- **Kasaï Oriental** : Les projets d'assistance monétaire multisectorielle (UNICEF, *Catholic Relief Services*, Caritas) ont démarré cette semaine par la distribution de jetons préalable à la distribution du cash, dans l'aire de santé de Matadi. Cette opération se poursuivra dans les autres aires de santé de Ciaciacia, Ciondo et Lac Mukamba.

## Coordination générale

A Kinshasa, l'Inter Cluster national a échangé sur la coordination de la réponse dans la région des Kasai, notamment les liens avec les acteurs de développement, le renforcement du rôle des clusters et des propositions de message de plaidoyer à soumettre à l'Equipe Humanitaire Pays (EHP) pour sa réunion du 10 mai 2017.

La coordination se poursuit sur le terrain depuis Kananga (Province du Kasai Central), siège opérationnel de la réponse. Deux réunions se sont tenues le 28 avril 2017, à savoir celle du Comité Provincial Inter-Agence (CPIA) et celle du Groupe de plaidoyer et communication. Ce dernier a notamment échangé sur la justification de la communication « en appui aux programmes et interventions humanitaires dans le contexte des urgences dans le développement » et établi une première liste des leaders d'opinion à contacter. Les rencontres de plaidoyer ont commencé le 5 mai avec l'Assemblée provinciale et un député s'est engagé à relayer les messages auprès de sa circonscription.

Par ailleurs, le CPIA du Kasai Oriental s'est également réuni à Mbuji-Mayi le 27 avril 2017. Il a notamment été décidé que le CPIA se réunira désormais sur une base hebdomadaire pour mieux répondre au besoin de coordination face à la situation humanitaire dans les provinces du Kasai Oriental, de la Lomami et du Sankuru. Les groupes sectoriels ont été invités à organiser régulièrement leurs rencontres (avant les réunions du CPIA) et à partager le calendrier de leurs réunions. De plus, la participation des ONG nationales sera assurée par deux à trois structures à désigner par consensus au sein des plateformes d'ONG nationales.

Par ailleurs, plusieurs ONG humanitaires présentes au Nord-Kivu seraient en train de se positionner pour répondre à l'urgence complexe dans la région des Kasai. Afin de garantir une réponse collective coordonnée, il est important que toutes les organisations concernées se rapprochent de la section coordination d'OCHA à Kinshasa pour assister à un briefing en particulier sur les priorités et les challenges opérationnels.

### Contexte de la crise :

L'urgence complexe dans la région des Kasai a débuté à Tshimbulu (Kasai Central) avec le soulèvement violent d'une milice locale (Kamuina Nsapu), le 8 août 2016. Depuis lors, cette crise s'est étendue aux provinces du Kasai, Kasai Oriental, de la Lomami et du Sankuru, avec des attaques répétées des miliciens contre des symboles du pouvoir central, ainsi que des affrontements entre eux et les forces de sécurité nationales. La détérioration du conflit s'est traduite par des actes violents indiscriminés de plus en plus nombreux à l'égard des populations civiles, de la part de toutes les parties au conflit. Cette crise se traduit aussi par une exacerbation des tensions intercommunautaires préexistantes entre les multiples ethnies de la zone, en lien avec le redécoupage territorial, l'effritement des systèmes de médiation traditionnelle et des structures gérées par le pouvoir coutumier ainsi que la manifestation locale des rivalités politiques au niveau national. La coexistence pacifique est mise à mal entre d'une part les communautés perçues comme soutenant les miliciens, et d'autre part celles accusées de soutenir le gouvernement. Cette situation entraîne de multiples déplacements internes de population dans les différentes provinces susnommées ainsi que vers les provinces du Lualaba et du Haut-Lomami. Cette crise génère des besoins humanitaires importants en matière d'assistance multisectorielle d'urgence et en protection. Face à cette situation, les priorités stratégiques de la communauté humanitaire sont les suivantes : (i) renforcer la visibilité des besoins sur l'ensemble du territoire concerné ; (ii) établir une stratégie d'intervention commune et mobiliser l'attention, la capacité et les ressources à l'échelle nationale et internationale ; (iii) améliorer l'accès aux communautés les plus vulnérables en surmontant les contraintes physiques et sécuritaires ; (iv) s'accorder sur une stratégie de sensibilisation communautaire et de communication destinée aux groupes armés afin de faciliter l'acceptation de l'aide humanitaire et (v) assurer une coordination adéquate entre les acteurs humanitaires et ceux de développement et de stabilisation.

### Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Dan Schreiber**, Chef de la section Coordination, [schreiber@un.org](mailto:schreiber@un.org), Tél. +243 81 706 1204

**Benedetta Di Cintio**, Responsable de l'unité Cycle de Programmation Humanitaire, [dicintio@un.org](mailto:dicintio@un.org), Tél. +243 81 706 1212

**Mayanne Munan**, Responsable de l'unité Analyse stratégique et plaidoyer, [munan@un.org](mailto:munan@un.org), Tél. +243 81 988 9147

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur [www.unocha.org](http://www.unocha.org) ou [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int).

Pour être ajouté ou supprimé de la liste de distribution de ce rapport, envoyez un email à : [kasendue@un.org](mailto:kasendue@un.org)

Sources des chiffres mis à jour : toutes les données pour toutes les provinces sont basées sur des informations transmises par la Direction Provinciale de la Santé (DPS), des alertes non-vérifiées d'ONG internationales, nationales ou de la société civile locale, ou encore sur des évaluations (lorsque cela est possible comme dans certaines zones des provinces du Kasai et Kasai Oriental). Les chiffres de retournés, des familles hôtes et communautés d'accueil restent encore difficile à estimer en raison de l'accès humanitaire réduit et des mouvements continus des déplacés, au gré des actions des milices et des opérations des FARDC. Dans l'immédiat, la volatilité de la situation et des mouvements de population ne permettra pas d'atteindre une fiabilité totale.